

Il ne fait aucun doute, quant à moi, que le ministre des Finances s'est demandé et a demandé souvent à son patron combien de temps ils pourront encore tromper le peuple canadien. Il doit s'être posé cette question des centaines de fois. Mais il continue d'essayer quand même. Il lui faut continuer à tromper le peuple avec des budgets de ce genre car, s'il ne le fait pas, il devra démissionner et laisser place à un autre qui le fera. Le trudeauisme et le benzonisme ne sont que des exercices de tromperie, et même s'ils paraissent assez satisfaisants aux gens qui n'ont pas l'occasion d'étudier le détail des budgets, les mots de celui-ci ne prennent tout simplement pas. Mes collègues ont effectivement déjà criblé le budget de trous. A maintes reprises, depuis quelques jours, il a été démontré irréfutablement au ministre des Finances que sa mine d'or de réforme fiscale n'est pas du tout une mine d'or, c'est aller du pareil au même.

Je suis consterné d'entendre le ministre prétendre qu'augmenter les exemptions des groupes à revenus faibles et moyens inférieurs entraîne une économie considérable de paiements d'impôts sur le revenu. Depuis deux ans, le chef de l'opposition (M. Stanfield) exhorte le gouvernement à diminuer les taux d'impôt sur le revenu de ces groupes pour leur donner plus de chance d'atteindre un niveau qui dépasse la portion congrue, et aussi pour mettre plus d'argent en circulation, là où le besoin s'en fait le plus sentir.

Il faut donner plus d'argent au consommateur pour acheter les articles de première nécessité, et même des articles de luxe. On aurait pu y parvenir en diminuant les taux d'imposition de ceux dont les revenus ne dépassent pas environ \$10,000 l'an. Au lieu de cela, le ministre des Finances a proclamé à grand bruit que les exemptions des célibataires et des ménages seraient augmentées, puis, tout doucement, il annonce que les taux d'imposition seraient augmentés dans la même proportion. Comme l'a signalé le chef de l'opposition, ce qui en résultera, dans la plupart des cas, c'est que les impôts seront plutôt augmentés que diminués pour le groupe qui porte déjà une part disproportionnée du fardeau fiscal de la nation. C'est une supercherie, mais, comme je l'ai déjà dit c'est aussi le signe non équivoque que le gouvernement essaie désespérément de colmater la brèche. Le secrétaire d'État (M. Pelletier) et le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) sont directement branchés sur le trésor public et le gouvernement doit avoir fort à faire simplement pour satisfaire ces deux honorables représentants.

● (5.30 p.m.)

Il y a aussi le «ministre de la propagande». Sans aucun doute, il lui faut d'énormes sommes pour faire son travail. Il dispose du personnel le plus nombreux immédiatement après, bien entendu, le premier ministre (M. Trudeau). Il y a aussi les programmes d'information et les émissions préparées et soutenues financièrement par le ministre de l'Information, pour informer les Canadiens de toutes les choses que le gouvernement bienfaisant accomplit en leur faveur.

Il y a encore, aux stations radiophoniques de tout le pays, le programme de saturation, entrepris par le département de l'Information, à saveur de propagande dans la meilleure tradition de l'infâme Goebbels. Dans un tel programme, on demandait: «Y a-t-il un pays où vous aimeriez vivre plutôt qu'au Canada?» C'est une variante

[M. Cadieu.]

de l'ancienne scie: «Battez-vous encore votre femme?» Bien entendu, je ne préférerais vivre dans aucun autre pays et il me déplaît qu'on vienne me soutirer de l'argent pour acheter à la radio nationale du temps où on me posera pareille question.

Mais ce n'est que le commencement, monsieur l'Orateur. Plus tard, on demande: «Connaissez-vous d'autres pays où les problèmes soient moins nombreux, ou qui offrent plus d'occasions à leurs citoyens?» Monsieur l'Orateur, c'est un genre de question qui revient constamment. Il me semble avoir entendu dire quelque part qu'il y a en Europe des pays, telle l'Allemagne de l'Ouest, où il y a tant d'emplois qu'on manque de gens pour les remplir. J'ignore combien de problèmes ont les autres pays, mais j'ai une idée de la quantité de problèmes qui se posent au Canada et je suis déçu que le gouvernement n'ait pas fait entrer dans ce budget des mesures destinées à y remédier.

Nous avons des problèmes à résoudre, dont beaucoup sont graves, mais il est inutile de commanditer à prix fort des programmes radiophoniques nationaux pour demander aux Canadiens s'ils connaissent un pays où les problèmes sont moins nombreux que chez eux. C'est la pire forme de propagande qui soit. On voudrait que les Canadiens oublient les problèmes qui se posent chez eux et, pour cela, on laisse entendre que la situation ailleurs est pire que la leur. C'est la pire forme de négativisme qui soit.

Dans ces programmes radiophoniques, on nous dit également que les Canadiens devraient s'efforcer d'apprendre la langue de leurs concitoyens. Cela pourrait susciter d'intéressantes conjectures. A quelles langues songe au juste le ministre de l'Information? Veut-il dire que nous devrions tous apprendre l'ukrainien, l'italien et le grec? Je ne le crois pas, monsieur l'Orateur. On voudrait rendre plus efficaces les efforts infructueux tentés jusqu'ici par le gouvernement pour faire du Canada un pays bilingue, français et anglais. Notre pays est multiculturel; on y parle presque toutes les langues au monde. Les seuls idiomes auxquels songe le ministre sont le français et l'anglais, non les langues que j'ai mentionnées.

Le ministre de l'Information et le secrétaire d'État s'efforcent de concert d'imposer à la majorité des Canadiens une langue dont ils n'auront jamais besoin. Ce programme massif n'est ni plus ni moins qu'un don proptatoire à la province de Québec. Si le gouvernement dépensait un dixième de ces efforts et de ces ressources pour essayer de résoudre les véritables problèmes du pays, nous serions tous portés à accepter ses programmes et ses budgets avec un esprit ouvert et à lui assurer notre entière collaboration.

Mais il est difficile, monsieur l'Orateur, sinon impossible d'accepter le document à l'étude dans l'esprit où il a été déposé à la Chambre. Ce budget n'est pas de nature à permettre au gouvernement de s'orienter vers la prospérité, le plein emploi et un régime d'imposition équitable. Il est plein de supercheres. On y trouve plus de tours et de détours qu'on n'en pourrait excuser.

L'argent nécessaire à des programmes comme Perspectives-Jeunesse, à la Compagnie des jeunes Canadiens, aux croisades de propagande d'Information Canada, aux programmes fédéraux de bilinguisme et à la multitude de programmes de favoritisme politique, provient évidemment de quelque part. Il y a quelques jours, le député de Cochrane (M. Stewart) déclarait que le programme Pers-